

le libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10° — C.C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10°)

AU REFERENDUM

LA SEULE RÉPONSE

L'électoratisme inscrit aujourd'hui à son actif un de ses plus beaux titres de gloire. Il conduit aux urnes ceux qui, malgré les échecs retentissants que furent toutes les victoires électorales des temps passés, n'ont pas encore perdu tout espoir en une forme de combat qui a si souvent prouvé son impuissance.

Nous avons déjà dit ce que nous pensions de cette grotesque démonstration du « libéralisme républicain ». Et si nous sommes pour l'abstention, si nous ne prenons pas part à cette comédie, à cette école de la corruption qu'est la foire aux mandats, ce n'est pas — quoi qu'en pourraient dire nos détracteurs — pour rejoindre ces antiparlementaristes à l'eau de rose que sont les fascistes de toutes obédiences, lesquels d'ailleurs ne dédaignent pas de recourir au parlementarisme pour arriver à leurs fins.

Nous savons à l'avance (et pour cela nul n'est besoin d'être prophète) que les conditions de vie des couches populaires les plus défavorisées ne pourront être améliorées que dans la mesure où celles-ci, APRES COMME AVANT le référendum, adopteront une forme de lutte directe contre les forces d'oppression économique : grèves pour l'obtention d'avantages immédiats, occupation des lieux de travail, appropriation par les travailleurs (intellectuels compris) des moyens de production, de distribution et d'échange, répudiation de toute étatisation, mais application d'un fédéralisme économique et social qui garantisse la liberté.

C'est en s'inspirant de ces vérités élémentaires que, les 6 et 7 octobre, alors que la grande illusion électorale atteignait son plein développement, le Mouvement Libertaire tenait son congrès constitutif et devenait la Fédération Anarchiste. Au cours de ces premières assises, celle-ci réalisa définitivement l'unité organique des deux courants libertaires existant avant 1940 : l'Union Anarchiste et la Fédération Anarchiste Française.

L'unification des forces libertaires agissantes de ce pays est donc aujourd'hui un fait accompli. Les adversaires de l'anarchisme furent toujours servis par le manque d'homogénéité qui caractérisait autrefois ceux qui s'en réclamaient. Les forces d'oppression devront à l'avenir tenir compte de la volonté d'action d'une Fédération Anarchiste qui, tout en respectant dans son sein la liberté de ses membres, saura garder toute la cohésion indispensable dans les luttes à mener.

Cette unification est plus qu'un symbole et les faits prouveront bientôt que si toutes les organisations qui prétendaient autrefois défendre la liberté et œuvrer pour le peuple se sont contentées d'affirmations platoniques et ont connu les déviations que chacun sait, la Fédération Anarchiste, elle, saura demeurer fidèle à ce qui constitue sa raison d'être : la nécessité de lutter contre toutes les forces d'oppression économiques, sociales et morales.

C'est donc en réaffirmant leur attachement aux principes du fédéralisme libertaire et leur certitude que le libre épanouissement de la personnalité est conditionné par la disparition complète de la fonction patronale et de l'Etat, que les anarchistes de ce pays, après s'être fédérés, ont conclu à la nécessité, pour les classes opprimées, de procéder à la seule véritable transformation qui soit : la Révolution sociale.

Pendant que les politiciens préparent leur entrée dans l'arène parlementaire, les libertaires, qui ne briguent pas de mandat et ne recherchent aucun profit, se penchent sur le problème (le seul qui soit digne de retenir l'attention des hommes de cœur et d'action) de la destruction totale d'un régime basé sur la force, sur l'hypocrisie, et dont la cruauté a déjà fait tant de ravages.

C'est là d'ailleurs la seule réponse qui, en bonne logique, puisse être faite aux questions posées par le référendum.

Cela vaut bien un bulletin de vote...

LE LIBERTAIRE.

On se bat à Saïgon.

L'INDO CHINE, bataille du capitalisme

Les graves événements qui se déroulent à l'heure présente en Indochine et dans la plupart des pays dits « coloniaux » sont une preuve de plus du caractère spécifiquement impérialiste de la deuxième guerre mondiale.

Le capitalisme, basé sur la propriété des moyens de production, se voit obligé, pour se maintenir, de produire, non pas en vue des besoins de la consommation — comme toute production devrait le faire logiquement —, mais de produire pour produire, à l'aveugle, sans tenir compte si la consommation sera capable d'absorber ce qu'il crée, parce que produire signifie pour lui : aller toujours de l'avant pour l'accumulation des bénéfices en face des propriétés productrices concurrentes qu'il faut dépasser de force coûte que coûte sous peine d'être acculé à la ruine, à l'arrêt de cette production.

Et le problème commence là où le prolétariat — c'est-à-dire l'ensemble de la consommation — ne possède pas un standard de vie suffisant pour absorber ce que la production lui offre. On ne peut écouler les stocks parce que le capitalisme ne peut donner au pouvoir d'achat des consommateurs la possibilité de les décongestionner, car s'il en était ainsi, cela voudrait dire que le salaire augmentant seul, le prix de vente étant stabilisé, le propriétaire des moyens de production irait sous peu à la ruine.

Son exutoire est donc tout trouvé : l'augmentation des salaires étant suivie automatiquement de l'augmentation des prix de vente afin que la constante « bénéfice » soit maintenue par le capital.

Le stockage inévitable des produits entraîne le « patron » à congédier des ouvriers, maintenant en surnombre pour une production que l'on est obligé de restreindre et même d'arrêter puisqu'on ne peut plus la faire circuler.

Il se trouve alors dans le monde des espaces qui n'appartiennent encore à aucun « propriétaire » du capitalisme et sus-

ceptibles d'être les terrains où il sera facile de déverser le trop-plein du stockage. On fait alors une belle conquête coloniale camouflée sous le beau nom de « mission civilisatrice ». La crise — dans une seule nous avons compté des millions de chômeurs aux Etats-Unis et en Europe — est enrayée et on pourra repartir vers la bataille de la production, c'est-à-dire des bénéfices.

Le moyen des conquêtes coloniales s'avère une excellente parade à cette crise quand il n'y avait pas encore concurrence pour l'obtention des grands espaces, des débouchés et des sources de matières premières, mais il s'est manifesté rapidement comme étant une cause de conflit quand deux grands patrons à l'appât aussi vorace l'un que l'autre se sont mis à convoiter la même part du gâteau.

Il n'y a plus maintenant dans le monde un seul mètre qui n'appartienne à une « influence économique » du capitalisme.

L'Allemagne, par exemple, qui arriva trop tard dans le partage du monde, a été obligée — poussée qu'elle était par la crise économique inhérente à son capitalisme — d'aller chercher son « espace de déconcentration » au delà d'elle-même. Et le seul espace où elle pouvait agir était naturellement l'Europe.

La France a eu besoin de l'Afrique, de l'Indo-Chine pour les mêmes causes économiques où venait se greffer la nécessité de trouver des masses de « prolétaires absois », misérables, sans propriété, prêts à travailler pour un morceau de pain. Ces prolétaires à bon prix représentaient pour les « pays colonisateurs » une matière première aussi précieuse que le pétrole, l'or ou le charbon.

Seulement, absorbées par la guerre atroce et inexpiable qu'elles se sont livrée, les nations possédantes, et les autres, ont dû cesser momentanément de ravi-

(Suite page 4)

LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

M. Byrnes, l'un des cinq ministres des Affaires Etrangères des pays à qui échoit la lourde tâche de rétablir la paix, est, paraît-il, convaincu que la guerre pourrait éclater dans huit à dix ans. Tenons pour assuré que ce ne sont pas paroles en l'air, mais qu'elles émanent au contraire d'un homme bien placé pour être admirablement renseigné sur ce point.

Et cependant les forces mauvaises, les puissances matérielles des fascismes sont annihilées. L'Allemagne ne peut se relever militairement — à dire d'expert — avant plusieurs décades, et le Japon est à merci. Ces deux pays, derniers germes connus de discordes et d'aventures sanglantes, évincés, disparus de l'arène internationale, les fauteurs de guerre ne peuvent plus provenir, inévitablement, que des pays vainqueurs. Or, et c'est le secret de polichinelle, deux masses tendent à s'affronter : U.S.A. et U.R.S.S.

Quels sont les motifs qui militent en faveur d'une telle attitude ? Si nous examinons la politique intérieure de ces deux pays, nous y trouvons, au contraire, une source de rapprochement. La fin prématurée, imprévisible, de la guerre a créé en Amérique un état de fait embarrassant : la guerre totale, en centralisant à son profit l'énergie de l'homme avec ses capacités productrices et d'invention, et toute son organisation économique, industrielle et financière, la fin des hostilités, a eu pour résultat immédiat, avec un chômage qui va se développer d'une façon extraordinairement rapide et volumineuse, des grèves légitimes et puissantes, un glissement très net des idées politiques vers la gauche.

D'autre part, un coup d'œil en U.R.S.S. — dans la mesure des renseignements que le gouvernement de ce pays donne très parcimonieusement — est fort instructif.

La N.E.P., instaurée peu avant la mort de Lénine, avait porté un coup dangereux aux possibilités révolutionnaires russes. L'entre-deux-guerres a accentué le divorce avec le communisme, et la guerre actuelle a tué ce dernier. Le glissement vers la droite s'est accéléré par le retour

partiel du libéralisme économique, rendu inévitable par les conceptions ayant cours dans les sphères gouvernementales soviétiques et les nécessités vitales de l'économie de guerre. L'un des exemples les plus frappants — pour n'en citer qu'un seul — de la marche vers la droite de l'U.R.S.S. a été l'hostilité marquante des maréchaux soviétiques en pleine guerre envers le contrôle civil, c'est-à-dire contre les commissaires aux armées et la suppression de cet organisme politique.

En conséquence, les tendances politiques intérieures de ces deux grandes nations, loin de se heurter, devraient, un jour peu éloigné, se rejoindre.

Cependant il n'en est pas de même au point de vue politique extérieure. Nous avons vu plus haut que le retour à l'état de paix a eu pour résultat un chômage qui deviendra rapidement une catastrophe en Amérique. Il devient donc indispensable de toute urgence, pour parer à toute éventualité de conflits intérieurs qui pourraient entraîner la disparition violente du capitalisme yankee, de trouver des débouchés économiques mondiaux. Une première partie de ce programme s'est accomplie par la main-mise américaine sur les principales industries italiennes. La vallée du Pô, fertile en bénéfices fructueux, devient rapidement possession butre-Atlantique.

La controverse au sujet de Trieste et de la frontière yougo-slave est fort instructive pour qui veut connaître notre sort immédiat. L'Amérique réclame l'internationalisation du port de Trieste, ce qui le mettrait sous la dépendance de la marine la plus forte en tonnage, donc de l'Amérique. L'internationalisation des fleuves européens est demandée par le même pays et pour les mêmes raisons.

Ces divers avantages, et d'autres encore, qu'il serait trop long d'énumérer ici, permettent — ou permettent — au capital américain des placements fructueux et d'attendre la reprise économique intérieure.

Mais l'U.R.S.S., devant l'activité de l'oncle Sam, réagit vigoureusement. Un

accord vient d'être conclu avec la Hongrie accordant à la Russie une participation de 50 0/0 dans l'économie magyare. La Bulgarie est entièrement dépendante de l'U.R.S.S. et crée ainsi un malaise inquiétant pour l'établissement des traités de paix. Il en est de même pour l'économie romaine, où les bons services du roi ont eu une consécration éclatante par l'attribution d'une médaille russe. La méfiance soviétique envers ses ex-bons alliés exige la remise du Dodécamnèse, de Tripoli et un droit de regard sur

(Suite page 2)

Amnistie !

Le Congrès Constitutif de la Fédération Anarchiste, réuni le samedi 6 et le dimanche 7 octobre, à la Salle des Sociétés Savantes :

— Éleve une protestation indignée contre le maintien en prison, un an après la libération, six mois après la fin des hostilités en Europe, des militants emprisonnés depuis 1939. Il constate que la guerre qui vient de se terminer continue pour eux ;

— Dénonce aux travailleurs la carence des partis qui se réclament du prolétariat dont les congrès viennent de se tenir réclament et qui n'ont pas eu le courage de réclamer au cours de ces congrès l'amnistie pour les victimes des tribunaux militaires, abandonnant à une vieille tradition qui a contribué à la fortune de ces partis.

Le Congrès recommande à ses militants à ses groupes, à ses régions, d'avoir toujours présente à la mémoire la pensée de ceux qui souffrent dans les bagnes militaires d'Alsace, de Montluc, de Nontrond. Il leur recommande de poser devant les auditoires qu'ils pourraient rassembler le problème de l'amnistie totale pour les prisonniers militaires détenus depuis 1939 et d'œuvrer pour que cette amnistie devienne une réalité.

Les prisonniers allemands

C'est sans grand étonnement que nous avons appris que les prisonniers allemands en France étaient traités d'une façon odieuse. Sous-alimentés, couverts de poux, sans couvertures et frappés par leurs frères de classe, gardes chiourme improvisés, ces hommes ont subi à un tel point les sévices administratifs et les brimades de leurs gardiens que l'opinion étrangère s'est émue. La Croix Rouge Internationale ouvre une enquête et l'Amérique a décidé de suspendre les envois de prisonniers en France.

Après les malheureux événements d'Algérie, d'Indo-Chine, où ni les dirigeants, ni l'opinion publique n'ont fait preuve de générosité, de compréhension, après la divulgation des ignobles méthodes de torture, de barbarie, employée vis-à-vis des prisonniers allemands, la France prendra-t-elle la suite de l'Allemagne dans l'opinion internationale ? Et les Français seront-ils réputés pour être un peuple vindicatif, rancunier et sadique, capable, pour assouvir une illusoire vengeance, de ressusciter Buchenwald, Dachau et autres lieux infernaux ?

Evidemment, en France, pays actuellement doté de certaines libertés politiques, quelques partis et journaux ont protesté contre un tel état de choses, mais pas tous, car, hélas ! il s'en trouve pour dire que tout est bien et que les prisonniers allemands n'ont que ce qu'ils méritent. Ce sont ceux-là mêmes d'ailleurs qui se réclament de la démocratie, du progrès, et qui prétendent que le peuple allemand a besoin d'être « rééduqué ». Il est très difficile pour les partis de prendre, à ce sujet, une position bien nette, car ils ont tous engagé leur responsabilité dans la guerre. Les uns, tel, par exemple, le M.R.P., formé d'éléments réactionnai-

(Suite page 2)

La Troisième Guerre Mondiale

(Suite de la 1^{re} page)

sur Tanger. Je cite pour mémoire les Décrets, hargneusement réclamés par les Américains, d'une part, et par les Russes, d'autre part, au grand ébahissement de la Turquie, à qui on ne demande pas son opinion.

L'Iran et ses pétroles, l'Irac et ses voies de pénétration et de distribution, par ses ports et ses pipes-lines, sont actuellement l'objet de conversations privées anglo-saxonnes et l'occasion d'inquiétudes russes. Notons en passant que le pétrole iranien illustre d'une façon éclatante le déclin de l'ère britannique sur le plan mondial.

L'U.R.S.S. défend ses avantages dans ces pays et l'on doit se rappeler qu'en 1943 les armées russes se sont heurtées aux troupes anglo-saxonnes. Seule la crainte de Hitler empêche le conflit de s'étendre et l'apaisa momentanément.

Ainsi, devant l'élimination britannique par son créancier américain, devant les exigences brutales, et d'ailleurs nécessaires, de ce dernier, l'U.R.S.S. se doit — et le fait — de se protéger par une ceinture géographique d'Etats-tampons.

La situation peut se résumer actuellement de la façon suivante. Au point de vue politique intérieure, ces deux pays doivent se rejoindre. Mais, en politique extérieure, leur intérêt se diamétralement opposé et conduira, inéluctablement, à un conflit armé. L'Amérique possède en ce moment l'avantage de la bombe atomique, atout prépondérant et actuellement tout puissant, qui a fait reculer considérablement les exigences que les Russes formulaient avant son apparition. Mais, par contre, le pétrole américain est menacé, au rythme du débit de ces dernières années, d'une disparition complète dans les quinze années à venir. Fait gros de conséquences lorsqu'on connaît le rôle prépondérant de ce précieux liquide dans les guerres modernes et la place qu'il tient dans l'économie de ce pays.

L'U.R.S.S., en regard de ce tableau, dispose d'un outillage national ultra-moderne en provenance, d'une part, de l'Amérique et, d'autre part, créé par l'esprit inventif des ingénieurs slaves, poussés par l'aiguillon hitlérien. De plus, des prospections ont amené la découverte, dans une région de l'Oural, d'une contrée aussi grande que la France extrêmement riche en pétrole. Enfin, ce pays a poussé ici à l'extrême la perfection technique de l'extraction pétrolière et l'on sait maintenant que la méthode des ingénieurs Rolin et Goussmann permet l'exploitation de couches réputées jusqu'alors inaccessibles. A Bakou, des puits dont l'orifice se trouve sur la côte atteignent le pétrole loin sous la mer. Des « turbo-forêts » nouvellement mis en service permettent de creuser à plus de 4.000 mètres.

Par contre, la reconstruction handicapée sérieusement le potentiel de guerre soviétique, reconstruction qui ne sera achevée, avec toute la diligence que les compétitions mondiales accélèrent, que dans une dizaine d'années.

Ainsi, malgré toute l'horreur de la menace « atomique », la guerre reste l'arbitre final. Le Capitalisme conçoit fort bien que cette troisième guerre peut être le tombeau, non seulement du Capital, mais, hélas ! de l'humanité toute entière. Mais il n'est pas en son pouvoir de l'éviter, même s'il le désirait. Si l'humanité veut éviter le suicide que serait cette nouvelle guerre, la disparition rapide du Capitalisme est indispensable. Et, comme le vieil homme au sablier nous bouscule, cette disparition ne peut et ne doit être l'œuvre que de l'Insurrection violente au service de l'épanouissement total de la personne humaine.

**Abonnez-vous
au LIBERTAIRE**

Quand on se venge sur .

LES PRISONNIERS ALLEMANDS !

(Suite de la 1^{re} page)

res, a constamment misé sur les deux tableaux. Ses actuels adhérents ont applaudi aux discours du cardinal Suhart aussi bien qu'à l'action des gaullistes. Les autres, tels, par exemple, les radicaux et les sociaux-démocrates, conservateurs bourgeois, ont constamment trahi la cause ouvrière. Les radicaux peuvent se flatter, Daladier « regnante », d'avoir aménagé pour les antifascistes espagnols des camps de concentration bien régnants, les socialistes, pour leur compte, ont oublié depuis longtemps le sens de ces deux mots « Internationale ouvrière ».

Quant à la fraction communiste, c'est certainement la plus odieuse de toutes. Ayant composé avec l'hitlérisme d'août 1939 à juin 1941, elle a tenté et dans une certaine mesure réussi à envelopper le peuple allemand dans une atmosphère de haine, sur laquelle nous nous expliquerons un jour.

Ne parlons pas de la C.G.T., organisation politique que prolétarienne, ni non plus de la Ligue des Droits de l'Homme, fondée pour défendre l'individu et qui n'est même plus l'ombre d'elle-même.

Il ne reste donc que nous, anarchistes, pour avoir une position juste et sans équivoque. Et nous lutterons envers et contre tous comme nous l'avons toujours fait

LAVAL & Cie et successeurs

A vrai dire, ce fut un match nul. Si le président Montgibaux, assisté du procureur général Mornet, a eu la peau de son confrère Laval, c'est tout de même la magistrature qui fut mise en boîte. Rarement rencontre fut plus équilibrée, et pour du sport, ce fut du port. Non point une de ces batailles entre un bougnat aux mains sales et des marchands d'habits couverts d'oripeaux trouvés dans un guignol, mais un duel courtois entre des gens du meilleur monde. On peut se combattre et s'estimer, et même se faire des confidences... de président à président.

« Dans la politique », émit Pierre Laval, « ça se passe plutôt dans les couloirs. »

« Et chez nous aussi », répondit Montgibaux.

Non, vraiment, à deux contre un, et même à deux contre zéro, ils n'étaient point trop. Et l'absence de Laval tenait la dragée haute à l'absence de conscience du procureur, qui pourtant...

Un gars solide, le Pierrot d'Aubervilliers ; seulement il s'en croyait un peu trop, tout de même, et il eut tort de s'en prendre aux militaires. « Quand les militaires se mêlent de faire de la politique, ça ne leur réussit jamais ; ils n'y ont jamais rien compris », dit-il.

Cependant soyons justes, ils font souvent mieux que les civils, et surtout mieux que Pierre Laval. La campagne de France leur a servi de leçon. Ils ont appris l'art de se dégager. Quand un Paquis, un Laval laissent leur peau, un Pétain, un Estéva, un Dentz sauvent leur corps, sans doute pour en garder l'esprit.

Et puis, quoi, c'est juste au moment où Laval s'écriait : « Voilà comment on étrangle la République ! » qu'un militaire partait du pied gauche pour nous la restituer. Et il a diablement réussi, le bon-gre, même que sa République à lui, la IV^e, ne ressemblera en rien à la III^e. En ce temps-là, les politiciens pouvaient se livrer à la plus honteuse démagogie et promettre la lune aux électeurs.

Tandis que maintenant l'honnêteté règne au sein des partis et les candidats, avec un ensemble parfait, font entendre un concert d'où se dégage en leit-motiv : « Travaillez d'abord, revendiquez ensuite. » Ces promesses-là seront tenues, soyons-en sûrs, et bien d'autres encore du même acabit.

Parce qu'il s'agit de refaire la France, mais non les électeurs.

Espérons que ceux-ci, emboitant le pas derrière le général — gauche ! gauche ! — vont se précipiter aux urnes — oui — ; mais auront-ils une réaction — non — lorsqu'ils seront sollicités en faveur de « petits candidats » socialistes ou communistes, radicaux, M.R.P., qui leur proposeront à peu près le programme de la trique.

LES SOCIALISTES EN ANGLETERRE

En Grande-Bretagne, 35.000 dockers se mettent en grève. Immédiatement, le gouvernement, issu de la victoire électorale des travaillistes, vient au secours des trusts de la navigation en leur fournissant à bon compte une main-d'œuvre de remplacement : c'est par l'armée qu'il fait exécuter le travail.

Etrange conception de la lutte contre les puissances d'argent que celle qui consiste à rendre nulle la seule arme dont dispose pour sa propre défense la classe ouvrière : la grève. Il est vrai qu'en France même, après les élections, nous assisterons aussi, n'en doutons pas, à de semblables démonstrations de « fermeté gouvernementale ». Elles seront loin, les promesses d'aujourd'hui...

dans le passé, comme nous l'avons fait au temps de l'affaire Dreyfus, comme nous l'avons fait sans grand moyen d'expression lorsqu'on déportait les ouvriers français, comme nous le ferions si le sort des armes était différent et que les soldats russes étaient condamnés à réparer les dégâts commis par eux en Finlande et en Pologne.

Nous réclamons la libération immédiate des prisonniers tant en France qu'en Allemagne, sauf en ce qui concerne les S.S., qui sont des volontaires tout à fait spéciaux, soldats et gardes-chiourme assermentés à Hitler.

Pour ceux-ci nous dirons, comme Bakounine, qu'il ne peut y avoir de liberté pour les ennemis de la liberté.

Et nous demanderons aux travailleurs français de regarder où se trouve leur intérêt. Est-il dans la création d'une armée de travailleurs de réserve qui augmentera les bénéfices du patronat, qui servira, le cas échéant, à concurrencer la main-d'œuvre française et même, au besoin, sera employée par les trusts à faire échec aux revendications sur les salaires et à briser les grèves ?

Nous leur demanderons de prendre garde, car un des buts du fascisme était de séparer les peuples, de faire croire à celui-ci qu'il était supérieur à celui-là ; c'est

REMINISCENCE HITLERIENNE

La presse nous apprend que d'importants complots hitlériens viennent d'être découverts dont le but était de pratiquer le sabotage sur une très vaste échelle. Il semble qu'il existe toute une organisation clandestine groupant des fanatiques avec lesquels les autorités alliées auraient fort à faire. Parmi les arrestations opérées, il faut compter 44 puissantes personnalités des mines de charbon de la Ruhr.

Il faut en conclure que les rois de l'industrie allemande (qui, les premiers, ont financé le parti d'Hitler) n'ont pas été beaucoup inquiétés puisqu'on les retrouve aux mêmes postes que sous le Grand Reich. Parallèlement, dans les administrations, on retrouve des hauts fonctionnaires dont l'activité passée, en faveur du nazisme, est notoirement connue.

Pendant ce temps, on parle de « désintoxiquer » le peuple allemand, alors que l'on prend soin de laisser en place ceux qui, en cas de velléités révolutionnaires, se feraient un malin plaisir de le ramener à la raison.

Et la religion, qui prêche la soumission, est bien le moyen le plus rationnel pour assurer la tranquillité des fabricants de futurs Hitler.

CUISINE ELECTORALE

Il fut une époque pas très lointaine qui se situe en 1936 où les gangsters de MM. Sabiani, Carbone, Spirito et Cie se faisaient fort de faire voter les morts dans notre bonne ville de Marseille. Ceux qui pensaient que ces pratiques avaient disparu à jamais, avec l'élimination du fascisme, doivent déchanter. Il s'avère, en effet, que de nombreuses personnes ayant quitté le domicile qu'ils occupaient chez un parent, et ceci depuis sept à huit ans, reçoivent néanmoins une carte d'électeur à cet ancien domicile sans avoir effectué la moindre démarche. On peut voir que par cet ingénieux moyen il est non seulement possible de faire voter les morts, mais un bon électeur peut se permettre de voter dans deux circonscriptions également. Serait-ce la dernière trouvaille de la IV^e République pour combler la défection des mauvais Français abstentionnistes ?

PACIFISME PAS MORT

A la Foire de Paris, un stand offre aux visiteurs une variété de jouets reproduction plus ou moins grandeur nature d'engins guerriers, entre autres une mitrailleuse projetant des balles en bois et dont la démonstration est assurée par un tout jeune homme ; sans ce préoccuper de la foule, un individu proteste véhémentement contre la vente de pareils jouets, et, ma foi, la vendeuse, qui n'en peut mais, est forcée d'admettre que cette protestation n'est pas la première.

LIBRES PROPOS

Avez-vous entendu, le 9 octobre, les « Libres Propos » de Georges Delamarre à la radio ? Non ? Eh bien ! vous avez manqué votre coup. Courageusement il a pris la défense des prisonniers allemands trop maltraités. Il a cité le cas suivant : dans les environs de Paris : on a lapidé des prisonniers qui travaillaient à la réfection d'un pont, et il a vertement condamné ces méthodes inhumaines.

Bénazet a également repris le sujet et toute la presse avec lui.

Commencerait-on seulement à devenir raisonnable et humain ? Il serait temps. Il eût fallu l'être un peu plus tôt.

ACTION

En France, succès cantonal des socialistes et sans doute succès socialiste pour l'élection des députés.

Allons, Franco peut dormir sur ses deux oreilles.

LE CRIME

Le crime est consommé. On tue des Indo-Chinois, des hommes qui veulent vivre libres sur une terre de liberté. Le prestige de Leclerc s'est effondré à jamais après avoir été porté aux nues, comme celui de la France, autrefois à l'avant-garde de la civilisation et maintenant réduite au rôle de policier...

Quant au gouvernement travailliste anglais, inutile de qualifier son attitude : il y a longtemps que nous savions ce que valent les colonels... même revenus à la vie civile.

ON S'ADAPTE

Lorsqu'a été projeté le film « Espoir », l'« Humanité » (chronique cinématographique) bouillonnait d'éloge et le préambule du « capitaine » Schumann était le fin du fin.

Depuis, Schumann et le M.R.P. ont décidé de voter « oui oui ». Exécration de l'exécration ! Schumann n'est plus l'éloquent speaker de la France Combattante, mais le vil porte-parole des 200 familles...

FORCES MORALES ET SPIRITUELLES

Le M.R.P., parti « jeune et efficace », succursale du Vatican, se donne à fond dans cette histoire de referendum. Avec d'aussi précieux concours, comment la République ne serait-elle pas tout ce qu'il y a de plus social ? Dans son prospectus, ce parti ne manque pas de souligner que l'enseignement devra faire appel à toutes les forces morales et spirituelles. Les forces morales et spirituelles ?... Celles de l'Eglise, naturellement ! L'Etat français de Vichy ne s'exprimait pas autrement.

LA PAILLE ET LA POUTRE

On placarde une affiche électorale représentant un gros capitaliste serrant la main à un gros officier nazi. L'allusion est compréhensible pour tout le monde.

Mais, en feuilletant la collection de « Match » 1939, j'ai vu une photo représentant Staline serrant la main à von Ribbentrop à la suite de la signature du traité germano-russe.

Comme je ne suis pas très fort en propagande électorale, je n'en ai tiré aucune conclusion et je ne sais même pas pourquoi je vous entretiens de ces poignées de main...

AMNISTIE PARTOUT

Le « Journal officiel » a publié la réintégration dans la nationalité française, qu'ils avaient perdue en 1940, lors de leur départ à Moscou, de Maurice Thorez et André Marty.

Nous, nous comprenons facilement. La Constituante a besoin d'eux. Mais ceux qui sont restés à Vincia, à Eysses, à Clairvaux, ils n'en demandent pas tant ! Amnistie pour les objecteurs de conscience ! Tel doit être le mot d'ordre pour les camarades qui assisteront aux réunions électorales.

ACTION DIRECTE

En Amérique, rien ne va plus par suite de la « reconversion » des usines de guerre en usines de paix.

La bagarre sociale entre dans sa phase cruciale par des grèves qui tendent à se généraliser.

Fait curieux, c'est dans ces immenses pays que sont les U.S.A., où il n'y a pas de parti socialiste et pour ainsi dire pas de trace de parti communiste, que la lutte ouvrière atteint son summum de dureté et d'efficacité.

En France, au contraire, là où des millions d'hommes s'embrigadent dans des cohortes policières, soi-disant ouvrières et révolutionnaires, rien. Le patronat et les trusts gagnent à tout coup, sans lutter.

Ce qui prouve bien la supériorité de l'action syndicale sur la lutte politique.

DES CHIFFRES

Saviez-vous qu'un raid de 800 chasseurs et 1.200 fortresses coûtait 580 millions et un capital immobilisé de 20 milliards ?

Faut-il que nous soyons riches pour nous permettre un pareil gâchi ! Il est vrai que quand nous disons « nous », ce sont les Américains et leurs 12 millions de chômeurs.

NOUVELLES DE LA PAIX

Les journaux annoncent qu'on envisage la possibilité d'emploi d'une bombe de 50 tonnes. Après la bombe atomique, 50 tonnes, c'est une véritable plaisanterie.

ENCORE L'ACTION DIRECTE

Ayant vu que les travaillistes au pouvoir rejoignent les pires conservateurs, 35.000 dockers anglais se sont mis en grève, bien que leurs délégués syndicaux ne soient pas de leur avis.

Devant un tel scanale, les autorités intérieures ont qualifié ces actes et les ouvriers irréductibles de « trotskystes ».

Voilà, il fallait y penser...

QUE FAIRE ?

Le maréchal Pétain a été condamné pour n'avoir pas voulu parler. Laval est condamné parce qu'on craignait qu'il ne parle trop. Le métier de magistrat est un fichu métier : on ne sait jamais comment faire pour être dans la ligne.

Après le Congrès Anarchiste

Nous informons nos camarades que le compte-rendu complet du Congrès des 6 et 7 octobre sera publié dans le bulletin intérieur « Le Lien », lequel n'est destiné qu'aux seuls membres de la Fédération Anarchiste.



Problèmes Essentiels

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

Plutôt que d'orienter les hommes qui nous lisent ou nous écoutent vers le socialisme, dont rien ne pourra plus les sortir, nous autres libéraux disons que la liberté est un mot auquel il ne faut pas demander plus qu'il ne veut dire. La liberté intégrale n'existe pas. J'entends par là qu'un homme avide de lui-même, assoiffé d'espace et gonflé de possibilités, est avant tout l'aboutissement d'une longue lignée d'autres hommes ayant vécu des événements qui les ont marqués, dans un milieu qui les a abreuvés et nourris, qui les a faits ce qu'ils furent. Morphologiquement, physiologiquement, intellectuellement, l'homme appartient à ses ancêtres, à « leur » monde et à « son » monde, au Cosmos, diraient les intellectuels distingués, sans considération de temps et d'espace. Et il ne peut échapper à ces influences sans cesser d'être un homme. Devant cette fatalité inéluctable, ce destin tragique, cette condition humaine angoissante, son esprit s'insurge. Le sentiment de révolte que tout homme normal devrait posséder dès la prise de conscience, — « je pense peu de bien des jeunes gens qui n'entrent pas dans la vie l'injure à la bouche. Beaucoup nier à vingt ans, c'est signe de fécondité », disait Renan, — le désir d'évasion quasi-cellulaire qu'éprouve l'être sain prennent toute leur valeur dans le mot « liberté ». « Sa » liberté, c'est-à-dire le droit d'être un homme, totalement homme, brisant les liens qui l'emprisonnent, les liens forgés par d'autres êtres semblables à lui physiquement, mais qui ne veulent vivre qu'en exploitant, en pressurant, en niant à leurs frères la liberté relative dont ils jouissent eux-mêmes.

L'homme qui se cherche oscille de l'individualisme au collectivisme, sans arriver à se fixer définitivement. Justement parce que les événements sociaux agissent sur lui sans même qu'il puisse s'en rendre compte, ces influences faisant osciller le fléau de la balance vers l'un ou l'autre extrémisme. Comme le déclare Michel Bakounine, « en supposant qu'il (l'homme) soit parfaitement libre à son point de départ, pourquoi alors se formerait-il en société ? » L'individu qui a tenté de faire sa révolution intérieure, l'être suffisamment fort qui a réussi à se vaincre partiellement, filtre l'effet pour remonter à la cause. Il se fixe un intervalle d'oscillation qui, comme la peau de chagrin, rétrécit sans cesse. L'équilibre — instable — atteint, il tente de vivre le mieux qu'il peut dans les conditions données, tout en sachant qu'un mieux existe et qu'il doit tout tenter pour atteindre ce mieux.

Les théories de l'évolution — latentes du temps de Stirner — ayant enfin réussi à s'imposer, avec une vigueur d'autant plus grande qu'elles avaient été longtemps contenues, portèrent un coup mortel au critère individualiste. L'homme est — hélas ! — ou tant mieux — un individu « social ». Pour s'épanouir, pour jouir de la liberté conquise, il lui faut s'appuyer sur

la société, comme celle-ci ne peut vraiment aller vers un mieux-être que par l'émancipation graduelle de ses composants : les hommes. Par cette constatation — qui a fait dire que les Parlements ne valaient que ce que valent les électeurs — nous voyons que de l'émulation entre la société et l'individu doit sortir le monde édenique.

On a beaucoup décrié la science et pourtant c'est celle-ci qui, aidée par la philosophie, libérera l'homme sans pourtant que celui-ci atteigne la béatitude absolue et la paix du néant par une désintégration brutale. La bombe atomique ! c'est de la mauvaise science, de la science à l'échelle de nos pauvres hommes actuels, fatigués, robotisés par l'Etat, le Capitalisme, la Religion et leurs succédanés. La nature les oppresse, les empêche d'être parfaitement libres ? Ils secouent leur misère, leur condition humaine et se rendent compte que plus ils cherchent à connaître, à approfondir les lois de la nature, plus ils se libèrent. Puisant leurs forces dans la plus grande science, dans la science libérée des griffes du profit et des bas instincts, les hommes nouveaux, les hommes à la fois durs et tendres, les anarchistes vaincraient le monde hostile en se transformant eux-mêmes, en adaptant et en s'adaptant.

L'Etat, le Capitalisme, la Religion et leurs succédanés ne peuvent plus rien pour l'homme — si tant est qu'ils aient fait quelque chose pour lui —, ne peuvent plus se sauver sans l'homme tel qu'ils l'avaient conçu, fabriqué. C'est une transformation profonde, absolue, qu'il faut maintenant opérer, une transfusion de sang pur dans un corps complètement vidé de toute substance, un renversement de toutes les fausses valeurs, de toutes les lois, de toutes les idoles. Finis la sacro-sainte utopie patriotique, l'éclaboussant étalon-or, le magnifique Eden impossible à connaître au cours de notre terrestre vie ! Aujourd'hui il faut vaincre ou disparaître, écraser les forces mauvaises, briser les liens qui entravent, pulvériser les obstacles. Demain ce n'est plus le noyau-nation et ses électrons administratifs (départements, arrondissements, communes, — dans le sens que l'on donne en ce moment au terme « commune ») qui seront, mais d'autres rouages ménageant l'homme et sa liberté. Plus de tropisme politique. Plus de centralisme fauteur d'injustice, de guerre, de vol, d'autorité, mais une sage et compréhensive décentralisation, avec comme point de départ et d'arrivée la Commune libre.

L'individu ne peut vraiment se réaliser que dans le Fédéralisme libéral. Liberté absolue de la presse, de la radio, de réunion, de travail, d'enseignement en sont la conséquence puisqu'une fois la Révolution sociale faite, plus rien ne doit venir entraver le juste exercice des fonctions et l'équitable satisfaction des désirs. Pour que l'homme vive enfin comme il le doit, camarades ouvriers, camarades intellectuels, il faut venir à l'Anarchie.

Nouveaux aspects du Cléricalisme

D'aucuns diront sans doute que le temps n'est plus à la lutte anticléricale, que les hommes d'action ont d'autres chats à fouetter, que seuls des inadaptés peuvent encore s'attarder à combattre l'influence de l'Eglise catholique en particulier et de la Religion en général. Nous sommes de ces derniers et n'en rougissons pas. Alors que la pensée religieuse à l'état le plus pur est loin de prédisposer l'homme au combat qui mène à sa véritable libération, nous affirmons que la religion constituée est, à coup sûr, un élément de régression sociale. La meilleure preuve de ce que nous avançons est son empiètement à se mettre au service des puissances d'argent et à la remorque du char de l'Etat.

Il est impossible de nier que l'Eglise catholique, par des méthodes très appropriées à l'époque (mieux que quiconque, elle sait s'adapter aux circonstances) a pris l'offensive, avec une vigueur soutenue contre toutes les forces qui tendaient à la neutraliser.

La puissance catholique, déclinante en 1939, sut tirer profit des malheurs de l'Europe et trouver, dans la ruine de celle-ci — et grâce à la guerre — les possibilités de reconquérir en quelques années l'influence que progressivement, en France, elle avait perdue depuis le début de ce siècle.

Après l'armistice de 1940, nous la voyons aduler Pétain, en faire un sauveur, quelque chose comme un envoyé de Dieu descendu sur cette terre pour sauver le peuple français de la pire des catastrophes. Mais elle joue sur les deux tableaux. Alors qu'à Paris elle défie Pétain, à Londres et ensuite à Alger elle glorifie de Gaulle. Jetant des fleurs aux artisans de la soumission à l'Allemagne nazie, elle pousse par ailleurs à la résistance à outrance contre la « barbarie hitlérienne ». D'un côté, elle soutient la lutte « contre le bolchevisme » ; de l'autre, elle pactise avec les représentants de la Russie soviétique.

La défaite militaire de la France est savamment exploitée par elle. A la faveur de la fameuse « révolution » vichyssoise, nous la voyons s'infiltrer dans tous les rouages de l'appareil administratif du pays. L'enseignement n'est pas plus épargné que le reste. Et nous avons pu voir, durant l'occupation, les programmes scolaires réserver une place à l'enseignement religieux. Cependant, ce retour un peu brusque — quoique nuancé — aux pratiques de l'époque qui précéda la séparation des Eglises et de l'Etat rencontre de sérieuses résistances chez un grand nombre de membres du corps enseignant. (A ceux-ci nous devons rendre hommage.)

Faut-il rappeler ces cérémonies religieuses, aux obsèques des victimes des bombardements alliés, au cours desquelles le clergé, en compagnie, bien souvent, de personnalités officielles allemandes, stigmatisait la cruauté des « lâches et sauvages agresseurs anglo-américains » ? Ce qui importait, c'était de satisfaire une clientèle aussi nombreuse que possible, tout en s'assurant des appuis sérieux dans le cas d'une victoire allemande. C'est pour cela que, dans le même temps, elle préparait l'avenir en ayant des agents actifs dans la résistance. Elle se menageait alors des sympathies dans presque

tous les secteurs antifascistes. Il lui fallait, pour cela, des martyrs. Elle en eut. C'est ce qui lui permet aujourd'hui de redorer son blason. Comme toutes les formations antifascistes officielles, elle revendique la place qu'elle assure avoir gagnée en participant à la résistance.

L'Eglise a maintenant droit de cité dans bien des domaines desquels elle était autrefois exclue. Elle se présente sous des aspects nouveaux. Son vocabulaire est tout à fait dans la note actuelle, et le mot révolution ne l'effraye nullement. Elle fait du syndicalisme (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Jeunes Ouvrières Chrétiennes), du socialisme (socialistes chrétiens) et est farouchement « républicaine » (Mouvement Républicain Populaire, du très catholique Maurice Schumann). Au sein même du gouvernement elle a ses représentants, ses ministres, et ne prend même plus la peine de dissimuler sa présence.

Le moins que l'on puisse dire de tout cela est que la liberté, le socialisme, le syndicalisme, le progrès social sont en danger lorsque l'Eglise commence à s'en revendiquer.

Comme on peut le voir par ce qui précède, nous assistons à une offensive cléricale de grand style contre laquelle il serait temps que l'opinion publique réagisse.

Mais, que deviennent donc les refrains sur la laïcité qu'entonnaient jadis les partis de « gauche ». Et vous, les radicaux, les socialistes, les communistes, vous tous qui voyiez autrefois dans l'Eglise un pouvoir rival, auriez-vous donc décidé de l'associer au vôtre ? C'est bien là ce qu'il nous semble. Ce phénomène n'a, après tout, rien d'extraordinaire, puisque, pas plus que l'Eglise, vous considérez les peuples comme pouvant s'émanciper, se libérer eux-mêmes. Ayant renoncé à la révolution, il est normal que vous renonciez également à une forme de lutte qui pourrait la servir. Ce qui compte, pour vous, c'est d'avoir des électeurs !

Mais à côté de vos déclarations mensongères et de votre influence malfaisante, il y a les révolutionnaires désintéressés, qui veulent sincèrement la disparition d'un régime infect que vous essayez encore soutenir. Et, ne vous en déplaise, lorsque la vague populaire aura décidé d'en finir avec toutes les Eglises, avec tous les clergés, elle les balayera tous, même les vôtres, politiciens sans scrupules, imposteurs, bavards sans principes, escrocs de la pensée publique ! Ce jour-là, n'en doutons pas, le Vatican ne se déclarera plus pour la révolution.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Histoire populaire du socialisme mondial, par André Lorulot. — Un fort volume pesant 1 kgr., avec nombreuses illustrations et portraits. En vente au service de librairie, 210 fr. franco.

Sébastien Faure : L'Eglise a menti, 25 fr. ; Naissance et mort des dieux, 25 fr. — Lorulot : L'Eglise et l'amour, 40 fr. ; L'Eglise et la guerre, 40 fr. ; Dieu reconnaîtra les siens, 35 fr. — Turmel : La Bible expliquée, 50 fr. — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 50 fr. — Holbach : Les trois imposteurs, 35 fr.

Nos camarades sont priés de noter qu'ils devront joindre 5 fr. par livre, pour frais d'envoi.

La Question d'Extrême-Orient

En 1854, les puissances étrangères voulurent s'ouvrir le Japon, comme elles s'étaient établies en Chine. Les Etats-Unis d'Amérique, qui commençaient à coloniser le Pacifique, envoyèrent, une escadre en rade de Yeddo ; le gouvernement japonais traîta.

Les autres nations se ruèrent d'ailleurs à la curée, et Nagasaki, Kobé et Yokohama furent ouverts au commerce étranger.

Nouvelle intervention en 1864 : les abandons au gouvernement Stragounol amenèrent la révolution et les Japonais donnèrent le pouvoir à Mutsu-Hito, lequel, en pleine contradiction avec les buts de la révolution, ouvre la porte aux puissances étrangères, ce qui détermine une modernisation du Japon dont nous trouverons le résultat quelques années plus tard.

Notons qu'avant 1868, le peuple japonais, pauvre, avait pallié à son paupérisme dû à la médiocrité agricole de son sol, par la législation de l'avortement afin d'éviter une population trop dense impossible à sustenter ; mais l'exemple des étrangers lui indiqua que désormais il faudrait songer à défendre son indépendance ; ce fut la course aux armées nombreuses et bien équipées, au matériel redoutable, et la population japonaise passa en soixante-dix ans de 54 millions d'âmes à 90 millions.

En 1880, le Japon avait regagné un modernisme de cinq siècles de retard qu'il possédait sur l'Europe ; désormais une très grande puissance était née et la question d'Extrême-Orient allait se compliquer.

Alors que la guerre du Tonkin, en 1884, avait sonné la fin de l'européanisation de la Chine, ce fut le phénomène contraire qui se produisit au Japon. Le dépècement de la Chine s'avérait comme une opération très longue et difficile ; de plus, le ciel européen s'assombrissait de jour en jour ; les alertes successives tenaient les peuples européens en haleine sur leur propre continent. La Chine et le Japon étaient en difficultés à cause de la suzeraineté de la Corée, pays riche en forêts, mines et riz. Ce genre de litige se

régla généralement par la guerre ; elle éclata donc en 1894. La Chine fut battue et au traité de Simonoseki de 1895 elle reconnaissait l'indépendance de la Corée et cédait au Japon les Pescadores, Formose et Port-Arthur. Toutefois une énergique intervention de la France, de l'Allemagne et de la Russie ramena les gains du Japon à Formose, aux Pescadores et à une indemnité de guerre ; le Japon rétrocédait Port-Arthur, que les Russes achetaient en 1898 à la Chine, obtenant ainsi un port libre des glaces en pleine Mer de Chine ; l'Allemagne en 1893 exigeait Kiaou-Tcheou, l'Angleterre Wei-Hai-Wei, la France le port de Kouang-Tchéou, au détriment de la Chine. Chaque nation recevait en outre des avantages économiques et stratégiques importants.

Enfin, en 1900, l'expédition internationale de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Russie et d'autres encore, connue sous le nom de guerre des Boxers, se termina en 1900 par un compromis, les puissances obtenant quelques réparations aux dommages causés, reconnaissant et garantissant l'intégrité de la Chine, dont le partage ne s'avérait que trop aventureux et beaucoup moins facile que celui du continent africain. La Russie continua sa politique d'expansion. Pendant la guerre des Boxers, elle avait occupé la Mandchourie ; elle déclara y rester afin d'assurer la construction du chemin de fer transmandchourien, et comme elle ne désirait pas s'arrêter en si bon chemin, elle fortifia puissamment Port-Arthur et donna une puissante flotte à son escadre du Pacifique.

Les intrigues russes en Corée et dans toute la Chine du nord mettaient le Japon en éveil ; celui-ci, poussé par une surpopulation sans rapport avec ses moyens, était obligé d'importer de Corée les minerais, les bois et le riz, et d'exporter les produits industrialisés, d'où la nécessité d'une expansion coloniale dans un délai plus ou moins bref.

La politique intérieure russe était trouble, et le tzar, comme notre célèbre Badinguet, pensait qu'une guerre victorieuse

se raffermirait les marches du trône. De son côté, la diplomatie japonaise ne pouvait se jeter dans cette aventure sans neutraliser la puissance européenne la plus intéressée à l'ordre existant en Asie ; le Japon obtint ce résultat en signant un traité d'alliance défensive avec l'Angleterre en 1902.

Ainsi la guerre qui venait et dont tout le monde espérait qu'elle serait longue et coûteuse allait mettre face à face deux impérialismes rivaux qui, une fois épuisés mutuellement, seraient réglés par les autres au moment opportun, mais écarterait pour les Européens toute nécessité d'intervenir dans cette partie du continent asiatique les armes à la main. — C'est un peu la pensée de Staline lors du pacte d'amitié germano-soviétique du 28 août 1939.

Comme nous le voyons, la question d'Extrême-Orient n'est ni une expansion civilisatrice, ni une nécessité de défense de l'indépendance, c'est uniquement et quels que soient les partenaires en cause, une question d'expansion, de colonialisme, de rapine, pour permettre, à un capitalisme déjà chargé de toutes les contradictions de son économie inhumaine, de se maintenir. Dans notre prochain exposé nous arriverons à l'étude des quarante dernières années de cette question épineuse qui demain sera encore plus difficile à résoudre que les questions européennes. Un foyer de guerre est entretenu dans cette partie du globe, et à l'époque des guerres inter-continentales nous ne pouvons pas ignorer ce qui demain se résoudra sans doute par un nouveau massacre des prolétaires au profit des possédants.

Pour un "LIBERTAIRE" bientôt hebdomadaire
SOUSCRIVEZ !

Nous ne signons pas !

Entre autres décisions prises au Congrès de la Fédération Anarchiste, il en est une dont nous croyons utile de souligner l'importance en nous expliquant à son sujet.

L'anonymat des articles paraissant dans le « Libertaire » est maintenu.

Il importe de revenir souligner maintenant le prix incontestable que nous attachons à l'application de cette position.

La caractéristique qui nous était propre de ne pas signer nos articles tenait moins d'un souci de sécurité contre les marchandages personnels qui ne manquent pas de se faire jour quand certaines individualités violent la possibilité de servir leur propre personne plutôt que leur idéal, quand la mauvaise habitude — qui peut être une excellente réclamation pour d'autres mouvements, mais qui n'a que faire chez nous — est donnée au lecteur d'être attiré par un nom plutôt que par des idées ; notre attitude était donc dictée bien moins par la volonté d'échapper à cette petitesse que par le seul idéal de l'abnégation entière à la collectivité du mouvement.

Un article n'est pas seulement la propriété de celui qui l'écrit, il est aussi et surtout le don total que le militant — quelles que soient son envergure et sa valeur intellectuelle — fait à sa cause, le don qui n'entraîne aucune idée petite d'intérêt mercantile et orgueilleux, mais le don que l'on fait au même titre que celui des heures que nous pouvons donner à n'importe quelle autre action de propagande qui sert la Fédération.

L'anonymat reste le témoignage de notre sacrifice individuel à l'œuvre en commun de tous les camarades par dessus le faux individualisme d'inutilité et d'orgueil de certains qui aimeraient que subsiste la trace de leur personne dans ce qu'ils nous ont offert de leur travail.

L'anonymat sera maintenu, preuve de notre conscience et de ce que nous sommes.

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE.



LE SYNDICALISME



Arrivistes de Syndicats

Il nous faut revenir sur une question que nous avons effleurée dans un précédent article : la fonction syndicale. Certes, nous savons bien qu'il est nécessaire, pour assurer le fonctionnement de puissants syndicats, d'avoir un cadre d'employés rémunérés qui puissent assurer tout le travail administratif de ces syndicats. Nous comprenons que c'est un travail qui a besoin, comme un autre, d'une certaine pratique pour être accompli de façon satisfaisante.

Mais à côté et au-dessus de ces employés, de ces administrateurs, les syndicats placent aux secrétariats de leurs organisations des militants possédant une influence certaine. Leur tâche consiste, d'une part, à exprimer l'opinion du syndicat dans les réunions de propagande et dans la presse syndicale, d'autre part, à orienter les syndicats dans le sens particulier de la tendance qui les a fait élire. Il s'en suit donc que dans les « bureaux » chaque fraction cherche à placer aux leviers de commande des représentants de son idéologie particulière, même extra-syndicale, ou à y maintenir ceux qui y sont déjà.

Lorsque le militant introduit depuis longtemps dans l'appareil de l'organisation et qui, par suite, a perdu tout contact avec son premier emploi, et par là même sa qualification professionnelle, se voit sur le point de retourner à l'usine ou au bureau, le réflexe de conservation de sa sécurité matérielle joue. Il essaiera de concilier son idéologie avec les nécessités qui lui permettront de se maintenir au poste qu'il occupe. Cela est tellement vrai que l'on a vu la fraction socialisante de

la C.G.T., représentée par Saillant, Gazier, etc., menacée d'être débordée par la poussée communiste adhérente au M.U.R. — fraction communiste de la Résistance — dans l'espoir que cette concession les ferait tolérer dans leur fonction actuelle. Par ailleurs, les militants qui occupent un poste inexpugnable perdent, eux aussi, du fait de leur sécurité matérielle, toutes les proportions qu'il doit y avoir entre leurs intérêts et les intérêts de ceux qui les ont mandatés.

Au dernier conseil central des Métaux, on a pu voir les militants responsables prendre une position scandaleuse, qui justifie notre attitude sur ces problèmes dont la portée échappe à beaucoup, mais qui explique bien des choses.

Ce conseil, en effet, s'est élevé contre toute augmentation de salaire dans la métallurgie ; mais, d'autre part, pour justifier l'« élargissement » de la cotisation syndicale, il a fait ressortir que ses permanents n'étaient payés que sur la base de 36 fr. de l'heure, ce qui est, à leur goût, manifestement insuffisant. Ces permanents ont d'ailleurs ajouté que si on ne leur donnait pas satisfaction, « ils se seraient contraints de retourner à l'usine ». Nous n'aurons certes pas cette chance-là !

Tout de même, nous croyons, pour notre part, que si ces messieurs retournaient à l'atelier, ils y trouveraient de nombreux travailleurs qui sont loin de gagner ce salaire et qui pourraient leur dire que des gens qui trouvent insuffisants leurs 36 fr. de l'heure, gagnés dans un bureau syndical, sont mal venus de prendre position contre l'augmentation des salaires dans les usines.

Lorsque l'on sait que le personnel recruté pour les tâches purement administratives dont nous parlions au début de cet article doit également montrer patte blanche et abonder dans le sens de ceux qui sont ses « patrons » — les secrétaires généraux — on voit que l'appareil administratif des syndicats est devenu essentiellement « conservateur ». Il s'apparente à une administration d'Etat et s'appuie comme elle sur les puissants du jour pour se conserver dans ses privilèges. Sans ignorer les difficultés du système de renouvellement des cadres syndicaux, on ne peut qu'enregistrer que les grandes organisations syndicales n'ont rien fait dans ce sens.

A cela nous opposons, nous, libertaires, plusieurs des principes qui toujours ont guidé notre action syndicale.

1) Le retour à la base, c'est-à-dire à l'usine ou au bureau, tous les deux ans, et cela pour tous les responsables idéologiques de nos syndicats, à quelque échelon qu'ils soient de l'organisation et de la direction syndicale. Il y a là un autre avantage pour le syndicalisme, c'est la possibilité de former des cadres neufs susceptibles de redonner de la vie aux sections d'entreprises, à leur retour périodique à l'usine.

2) Fixation du salaire des permanents sur le salaire horaire de la catégorie à laquelle ils appartiennent à l'époque de leur accès à la fonction syndicale.

L'indépendance du syndicalisme y gagnera, car les militants ne trouveront plus la possibilité de préparer dans le « fromage » syndical une carrière politique, et les grands partis un avantage à y introduire les « rats ».

La défense des vieux

Bien des promesses sont faites à l'heure actuelle dans les quotidiens à ceux qui avancent lamentablement vers la fin de leur vie, chacun s'efforçant d'en tirer profit pour puiser les voix de ces désertés.

Depuis quelque temps, des sections se forment sous l'étiquette confédérale. Ceci serait bien si ce travail ne se faisait que là où les vieux ne sont pas encore organisés, mais dans d'autres centres ce n'est que créer la division. Nous avons déjà vu cela avant la guerre, et ça continue maintenant. Nous en reparlerons...

Toutefois, espérant un succès, on a mis en vedette un ex-trésorier de la C.G.T., de celle qui fut combattive, énergique, parce que jeune, alors qu'aujourd'hui... (ne dit-on pas, il est vrai, que le diable en vieillissant devient ermite ?). Nous avons vu qu'il en était de même de ce secrétaire comme de la C.G.T.

Ainsi Marck — c'est le fameux ex-trésorier — tente d'« unifier » les vieux vers une politique, et ceci est tellement vrai que sa prose se trouvait surtout dans un hebdomadaire qui n'a le souci du syndicalisme que de très loin. Il lui a fallu quelques amères critiques pour que finalement il fasse savoir que les colonnes du « Peuple » (l'officiel de la C.G.T.) étaient mises à la disposition des vieux.

Des cas typiques y ont été énoncés par des plumes différentes, signalant les abus et injustices du régime actuel envers les vieux.

Car combien de ceux qui n'ont pas travaillé ou qui ont été loin, très loin de connaître les fatigues et les tracas des durs travaux, qui touchent de belles retraites. Que d'argent avons-nous vu gaspiller dans les guerres et qui aurait donné à chaque homme non seulement une vieillesse assurée, mais toute une vie digne d'être vécue ! Que d'argent que l'on trouvait pour la Défense nationale, comme on en trouve présentement pour le maintien d'une armée, et que l'on refuse à ceux qui ont gagné assez durement leur repos !

Que les vieux ne croient plus aux gobe-mouches politiques de ceux qui ne changeront rien à leur condition de vie, mais qui se servent d'eux pour leur petite tribune de candidat qui se moque de ce qu'il a promis quand il a gagné la place.

Que les vieux ne croient qu'à l'action des jeunes qui reprennent la lutte de classes avec d'autant plus d'ardeur que le moment est rude et qu'il faut être dur avec soi-même pour vaincre toutes les confusions, toutes les compromissions. Le problème des vieux n'est qu'un élément du grand tout où ceux qui se battent ont la liberté de la vie à gagner. Voilà ce que les vieux ne doivent pas oublier.

Les Libertaires et le Problème Social

Pour connaître les buts, les conceptions des libertaires en matière économique et sociale, demandez cette copieuse plaquette, qui est un exposé précis de ce que pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 15 fr. Envoi franco sur demande : 17 fr. Adresser toute commande à Louis Laurent, Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10^e), C. C. P. 589-76, Paris.

Souscription :

X... Fr.	100	Floretta	100
X...	60	Duruelle	6
Leplat	100	X...	40
Pezzana	100	Anita	100
X...	80	X...	100
Pararum	50	X...	40
X...	10	Salem	50
X...	30	Léon	300
Steyer	20	X...	55
Fayet	45	Luch	31
X...	100	Garaud	15
Soulu	50	Baril	100
Hans	20	X...	80
X...	43	X...	24
X...	10	X...	100
Hary	50	X...	50
X...	55	Etienna (Tou-	
X...	10	louse)	100
X...	160	Lissieux	200
Bertrand	100	Vayre (Che-	
Beleu	20	vry)	50
X...	100	Potru	50
X...	10	Darvel	6
Mauplot	50	X...	100
Duchemin	105	X...	100
X...	68	Collecte des	
Yves	800	Italiens	795
X...	10	et	275
Have	13 50	Varan	50
X...	200	Goethals	50
Soty	51	Vacher	100
X...	30	Godefroy	150
Julien	65	Valeu	10
Morice	35	Dutheu	85
Duhel	356 50	Taillandier	100

Etant limités par l'abondance des matières, nous reportons au numéro suivant la suite de cette première liste incomplète.



Imprimerie Spéciale de « LIBERTAIRE », exécuté par un groupe d'ouvriers syndiqués.

Quand Frachon s'explique...

... LES SALAIRES

Le bureau confédéral (j'allais dire le bureau politique...) il est vrai qu'on s'y reconnaît de moins en moins) a bien du mal à dissimuler son embarras en face de la vague de revendications qui commence à soulever la classe ouvrière et dont le mobile est, on s'en doute, l'insuffisance des salaires. Devant les plaintes qui affluent de toutes parts, il se décide enfin à convoquer la commission administrative de la C.G.T. à seule fin de délibérer sur ce grave problème et prendre position, comme nous l'apprend Benoit Frachon dans l'« Humanité » du 12 octobre.

Cette initiative doit être considérée à la fois comme une reculade consacrant l'échec d'une politique qui a fait faillite, et aussi comme un « tournant » (un de plus) dans la politique du parti communiste dont la C.G.T. n'est plus que le très fidèle et très obéissant reflet. Jusqu'ici les dirigeants staliniens s'étaient formellement opposés à toute action revendicative en faveur de l'augmentation des salaires. D'après eux, la baisse des prix, donc l'amélioration relative du rapport entre les salaires et les prix, devait provenir d'une augmentation de la production et aussi de la diminution de la circulation fiduciaire.

Nous reconnaissons tout de suite que si ce double résultat avait pu être obtenu, une baisse des prix aurait suivi ; les salaires, restant au même taux, eussent alors comporté un pouvoir d'achat accru ; il y aurait eu ainsi augmentation relative du salaire, bien que celui-ci restât nominativement inchangé.

Cette politique a, nous l'avons dit, échoué. Pourquoi cela ? Et qu'est-ce que le prix ?

Le prix n'est pas un élément arbitraire de la valeur. Il exprime toujours le rapport entre la quantité totale de la production du pays et la quantité totale de moyens de paiement (monnaie, billets, etc.) existant et circulant dans le pays (nous disons « circulant », car il va de soi que la monnaie thésaurisée — le bas de laine — n'intervient pas plus — et pour cause — que si elle n'existait pas). Si donc nous produisons une quantité donnée de charbon, fer, machines, tissus, papier, blé, bétail, et si la nation dispose d'une quantité donnée de billets de banque (en ce moment 600 milliards), en vertu de la loi de l'offre et de la demande qui veut que tous ces billets entrent en concurrence entre eux pour obtenir les-

dits produits, toutes les marchandises s'échangent contre tous les billets : elles coûtent donc 600 milliards. Aucune réglementation ou taxation des prix ne peut rien contre cette loi d'airain ; les tentatives faites en ce sens obligent simplement le marché normal à se cacher, à devenir noir, c'est tout. Mais il fonctionne quand même, envers et contre tout règlement.

Mais, alors que la masse de la production augmente, du double, par exemple, la quantité de billets restant la même (600 milliards), on a deux fois plus de produits pour les mêmes 600 milliards. J'avais un kilo de beurre pour 600 fr. ; maintenant je paye toujours 600 fr., mais j'ai deux kilos de beurre. Le prix du beurre a donc diminué de moitié. De même si, à production inchangée, on réduit de moitié le nombre des billets (300 milliards), toute la production, qui coûtait 600 milliards, n'en coûte plus que 300 : les prix ont baissé de moitié (1).

Pour des raisons de politique extérieure, les communistes auraient préféré calmer les justes récriminations des ouvriers par l'un de ces moyens, ou les deux à la fois. L'accord de Gaulle-Staline du 10 décembre dernier comportait certainement une clause relative à la paix sociale en France. Et puis, la hantise qu'ont les Russes d'un nouveau cordon sanitaire ou du bloc occidental exigeaient que la France s'alignât sur des Anglo-Américains, ne signât aucun accord avec eux, ni commercial, ni militaire. Le peuple français devait donc se contenter de sa maigre production et ne compter que sur une augmentation de la production pour voir son misérable sort s'améliorer.

Mais les idéologies ne peuvent tenir longtemps devant la réalité économique. Sans l'aide américaine, la production plétine. Et les deux tentatives faites pour réduire la circulation (emprunt et échange des billets) ont fait fiasco. La circulation était, il y a un an, d'un peu plus de 640 milliards ; elle a à peine diminué. La situation ouvrière est donc sans issue. Ou plutôt il n'y en a qu'une : la lutte de classes.

(1) J'avertis le lecteur que je suis obligé, pour ne pas allonger exagérément mon exposé, de schématiser à l'extrême. Il va de soi que divers éléments agissent et réagissent, qui ont sur les faits économiques une incidence réelle et qu'il ne peut être question de négliger.

C'est en vain que le parti communiste et la C.G.T. ont depuis des années nié la primauté de cette lutte de classes. Point n'est besoin de rechercher et d'exposer les raisons de cette attitude : les faits sont trop connus de nos lecteurs. Mais la classe ouvrière ne pouvait se contenter de promesses jamais réalisées. Exodés, les travailleurs, un peu partout, passent à l'action et la vague de grèves menace de s'étendre. Les anarchistes voient avec satisfaction les ouvriers repousser les conseils intéressés des chefs syndicaux et leurs appels au calme ; ils seront, comme toujours, à la pointe du combat.

Nous mettons seulement les travailleurs en garde contre les tentatives que pourraient faire les politiciens d'utiliser les grèves à des fins électorales et politiques. L'article de Frachon cité plus haut est inquiet à cet égard et nous paraît indiquer un nouveau tournant de la politique communiste. Que les ouvriers se méfient donc et ne laissent pas les chefs utiliser les grèves comme une machine de guerre contre un éventuel « bloc occidental ». La victoire viendra, mais à la seule condition que les travailleurs restent maîtres de leur action.

UNE REVUE

va paraître...

Une Revue va paraître dont le lancement se fait par souscription. Cette Revue, qui sera, dans les domaines artistique, littéraire, artistique, scientifique, social, économique et philosophique, l'interprète de la pensée anarchiste, paraîtra lorsque le montant des souscriptions l'aura permis.

Camarades, souscrivez pour la Revue qui portera dans le monde intellectuel l'expression de notre idéal.

Adresser tout versement à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10^e), C. C. P. 589-76, Paris.

Militants et Sympathisants

Si vous n'êtes pas encore parmi nous et que vous ayez le désir d'œuvrer dans notre sens et adhérer à la Fédération Anarchiste, écrivez-nous. Nous vous mettrons en rapport avec le groupe duquel vous êtes le plus rapproché.

Ecrire : FEDERATION ANARCHISTE, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Conditions d'Abonnement

12 Numéros 45 frs
24 90

Adresser toute demande à Louis HAAS
145, Quai de Valmy, 145 — Paris (10^e).
C. C. P. 3585-80.

Tempête sur l'Indochine

(Suite de la 1^{re} page)

tailler les pays encore non « civilisés ». Obligés de se passer de l'industrie européenne et américaine, ces pays ont développé chez eux des industries nouvelles et ils ne veulent plus retomber sous la tutelle des vieilles nations. D'autre part, la carence ou l'absence de celles-ci a suscité, en Indochine comme ailleurs, un immense espoir de libération.

La France capitaliste a un besoin de plus en plus pressant de propriétaires annamites et d'un réservoir en vue de la prochaine course ; c'est pour elle une question de vie ou de mort. Et c'est pour remettre cette nation dans l'esclavage que les Leclerc

et les d'Argenlieu sont là-bas. Les travailleurs français ne doivent pas se méprendre sur le sens des événements. Qu'ils n'hésitent pas, malgré la carence ou l'attitude ambiguë des grands partis « ouvriers », à appuyer de toutes leurs forces leurs frères d'Annam en lutte pour leur libération.

Nous ne savons pas encore quelle sera la politique sociale du mouvement nationaliste et de son gouvernement (Viet Minh) et nous ne croyons pas que c'est en singeant l'étatisme occidental que les paysans orientaux se libéreront. Mais ils peuvent avoir l'assurance que les anarchistes seront une fois de plus à leurs côtés dans le combat libérateur.